

## Bientôt une école européenne des espions

Par Jean-Baptiste François, le 28/11/2018 à 10h38

Basée à Chypre sous commandement grec, cette école est l'un des 17 projets de défense européenne approuvés dans le cadre de la coopération structurée permanente. Les États membres garderont leurs secrets, mais auront peut-être un référentiel commun pour partager des analyses, espèrent les experts.



L'agent secret du futur sortira-t-il des rangs de la future « école commune du renseignement européen » ? La création d'un tel établissement de formation fait en tout

cas partie de l'un des 17 projets approuvés le 19 novembre dernier, à l'issue d'un conseil européen des ministres des affaires étrangères et de la défense, au même titre que la conception d'un nouvel hélicoptère de combat, ou du développement de blindés.

## Tronc commun

Cette école sera sous le commandement de la Grèce, et installée à Chypre, deux pays traditionnellement proches de Moscou, ce qui attire les méfiances. L'île de Chypre est par ailleurs connue pour être d'ores et déjà un véritable nid à espions. Qu'importe, les défenseurs du projet font valoir que l'institut « *offrira aux personnels des États membres de l'UE un enseignement, un entraînement aux disciplines du renseignement entre autres* ».

À lire : [Les espions du renseignement militaire russe sous les projecteurs](#)

Le projet, approuvé par les 25 États membres de la coopération structurée permanente (tous sauf le Royaume-Uni, le Danemark et Malte), n'a cependant pas encore obtenu la participation active des autres pays. En effet, l'espionnage reste une prérogative jalousement gardée par les États, qui ont chacun leurs spécificités, y compris en matière de formation.

L'initiative est rendue possible par le départ de l'UE du Royaume-Uni, qui n'a jamais voulu de ce projet. Londres n'y avait aucun intérêt, alors que son système de renseignement s'appuie sur le réseau concurrent « *Five eyes* » (« *Cinq yeux* ») qui réunit les agences de renseignement américaines, australiennes, canadiennes, néozélandaises et britanniques.

## Aux antipodes des pratiques

Personne n'a d'illusion sur le fait que le renseignement restera national au plan opérationnel. Mais l'approche de formation commune peut avoir de l'intérêt, admet Jean-Charles Brisard, président du centre d'analyse du terrorisme, alors que de nombreuses attaques, celles de Barcelone, de Cambridge, mais aussi de Paris, se sont jouées des frontières intra-européennes. « *Il nous manque un outil partagé d'analyse et d'évaluation de la menace. Les disparités dans l'appréciation du danger pénalisent la capacité commune d'action* », explique-t-il tout en défendant une harmonisation technologique.

À lire : [L'Espagne était avertie d'un risque d'attentat à Barcelone](#)

Pour Nicolas Arpagian (1), enseignant à l'École nationale supérieure de la police (ENSP), le simple fait qu'une telle école soit créée aux périphéries de l'Europe est un indice pour mesurer l'importance que lui donnent les grandes capitales européennes. « *Le renseignement est une activité nationale, les expériences précédentes de mutualisation n'ont jamais abouti. Les échanges d'information se font sur la base du donnant-donnant* », précise-t-il. Toutefois, il l'admet : le feu vert pour cette école européenne n'est pas anodin. « *C'est un investissement qui exige nécessairement un retour. Peut-être est-ce le moyen de créer une communauté de pensée avec des réflexes partagés* ».

À lire : HISTOIRE. Vatican, nid d'espions

Jean-Baptiste François

(1) Auteur de *La Cybersécurité* (PUF)